

**REPUBLIQUE FRANCAISE***Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS****N° DLP2021-33 - Séance du 27/04/2021**

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 27 avril à 15h30, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie électronique aux membres du conseil d'administration le 23 /04/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 23/04/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS, Hubert FABRITIUS,

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Bertrand LEENHARDT

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-33 – EHPAD LES PINS BESSONS : APPROBATION ERRD 2021

Vu l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Vu la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant les modèles de documents transitoires mentionnés à l'article 9 du décret n° 2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux

Madame AMALVY rapporte que l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (ERRD) permet d'évaluer la conformité des dépenses par rapport aux prévisions et remplace le compte administratif (CA).

Le cadre normalisé ERRD complet comprend :

- les comptes de résultat par entité ;
- analyse financière avec bilan financier, tableau de financement, ratio, capacité d'autofinancement ;
- suivi des provisions et des réserves ;
- détail des emprunts et, pour les établissements publics, l'analyse de la dette ;
- tableau de suivi d'affectation ;
- suivi des résultats avec des possibilités de transfert d'une structure à l'autre.

Le dépôt des ERRD au titre de l'exercice N se fait au plus tard le 30 avril de l'année N+1.

L'ERRD de l'EHPAD « Les Pins bessons » présente, toutes sections confondues, un excédent de 221 375,13 €. Cet excédent a pour conséquence une forte augmentation de la Capacité d'Auto Financement (CAF), qui s'élève à 283 451,34 € alimente le tableau de financement (ancienne section d'investissement).

Le tableau de financement présente (CAF comprise) des ressources à hauteur de 299 077,75 € et des emplois à hauteur de 95 307,18 €. L'ensemble se traduit par un apport au fonds de roulement de 203 720,57 €.

Les ressources du tableau de financement sont composées de la CAF (cf. supra) de produits du FCTVA (5 126.41 €) et de cautions (10 500 €).

Les emplois se composent de :

- remboursements d'emprunt (67 748 €) ;
- remboursements de cautions (15 000 €) ;
- et d'achats d'immobilisations (10 608 €).

Au final, l'apport au fonds de roulement se traduit par un renforcement du Fonds de Roulement d'Exploitation (FRE) qui passe de 716 070 € à 937 445 € alors que le Fonds de Roulement d'Investissement (FRI) diminue très légèrement, passant de 822 981 € à 805 327 €.

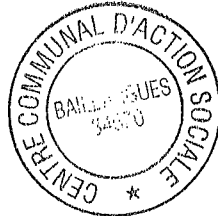
- couvrir les dépenses refusées par l'autorité de tarification (Conseil Départemental), constatée au compte 114 132 soit 51 620,26 € par un débit du compte de réserve de compensation des déficits de la même section (C 106 8632) du même montant.

Pour extrait conforme,

Le 29/04/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 03/05/2021

Reçu en préfecture le 03/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210429-DLP2021_33-DE